

CHÂTEAULIN

Agriculteurs. En attente du « haut lieu »

31 janvier 2016 / Hélène Caroff /



Les représentants et adhérents de la FDSEA et des JA ont expliqué, hier, à Richard Ferrand (à droite), ce qu'ils souhaitent que le gouvernement fasse afin que « les agriculteurs sortent la tête de l'eau ».

Hélène Caroff C'était annoncé. Hier, en début d'après-midi, la FDSEA et les JA du secteur se sont rendus à la rencontre du député, Richard Ferrand, dans sa permanence. Les représentants et sympathisants ? une quinzaine ? réunis autour de la table, ont listé les points sur lesquels il y a une « relative urgence », notamment l'étiquetage des produits, la compétitivité des exploitations vis-à-vis d'autres régions européennes mais également des sujets plus structurels, comme les charges fiscales et sociales ? « un travail de longue haleine », selon Jean-Alain Divanac'h, membre de la FDSEA.

Restitution à grande échelle

« Nous avons la même vision commune des choses, a glissé Richard Ferrand, joint à la fin de la réunion, qui a duré trois heures. Nous voulons une agriculture forte. Conforter la Bretagne en tant que première région agricole de France. Et cela passe par la population. Il faut qu'elle voie les efforts qui ont été faits et qu'elles les reconnaissent ». Le député s'est également « engagé à restituer les résultats de cette discussion au président du conseil régional, Jean-Yves Le Drian, au ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, ainsi qu'au Premier ministre, Manuel Valls », dans le but de faire « rentrer en dialogue direct les représentants des agriculteurs et ceux de l'État ». Ce sera d'ailleurs le cas « dans les jours qui viennent » sur le projet de décret sur l'étiquetage de l'origine des produits.

Actions en attente

Les membres de la FDSEA et des JA, eux, par la voix de Jean-Alain Divanac'h, joint après la réunion, comptent sur cette discussion à venir pour « réaffirmer l'importance de la production alimentaire française, ainsi que la place des agriculteurs au-delà de cet alimentaire ». Mais également « continuer de converser au plus haut lieu afin de régler les problèmes et voir ce qu'on peut faire ». Ils « attendront les retours dans les jours et semaines qui viennent afin de peaufiner les demandes ». Quant aux actions, « aucun mot d'ordre donné au niveau départemental, mais il peut y avoir des actions locales, notamment au niveau des grandes et moyennes surfaces ». Et Jean-Alain Divanac'h de préciser : « La clôture des lignes de prix pour l'année a lieu fin février. Seront sans doute ciblés, si actions il y a, les groupes qui nous semblent les moins enclins à jouer le jeu ».